


# Procédure file

Informations de base	
CNS - Procédure de consultation Règlement	2002/0114(CNS) Procédure terminée
Politique commune de la pêche: conservation et exploitation durable (abrog. règlements (CEE) n° 3760/92 et (CEE) n° 101/76)	
Modification <a href="#">2006/0190(CNS)</a> Modification <a href="#">2008/0216(CNS)</a> Abrogation <a href="#">2011/0195(COD)</a> Voir aussi <a href="#">2011/2291(INI)</a> Modification <a href="#">2012/0143(COD)</a>	
Sujet 3.15.01 Conservation des ressources halieutiques et de pêche 3.15.04 Gestion des pêches, pêcheries, lieux de pêche 3.15.05 Captures de poissons, contingents tarifaires d'importation 3.15.07 Contrôle et réglementation des pêches, des bateaux, des zones de pêche 3.70.20 Développement durable	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<b>PECH</b> Pêche		19/06/2002
		GUE/NGL <a href="#">JOVÉ PERES Salvador</a>	
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	<b>ENVI</b> Environnement, santé publique, politique des consommateurs		17/06/2002
		ELDR <a href="#">PAULSEN Marit</a>	
	<b>CONT</b> Contrôle budgétaire	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>JURI</b> Juridique et marché intérieur		11/07/2002
		NI <a href="#">GARAUD Marie-Françoise</a>	
	<b>BUDG</b> Budgets		20/06/2002
		PSE <a href="#">DÜHRKOP DÜHRKOP Bárbara</a>	
Conseil de l'Union européenne	Formation du Conseil	Réunion	Date
	<a href="#">Agriculture et pêche</a>	<a href="#">2476</a>	20/12/2002
	Pêche	<a href="#">2435</a>	11/06/2002
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	<a href="#">Affaires maritimes et pêche</a>		

Événements clés			
27/05/2002	Publication de la proposition législative	<a href="#">COM(2002)0185</a>	Résumé
02/06/2002	Publication de la proposition législative initiale	<a href="#">09361/2002</a>	

11/06/2002	Débat au Conseil	<a href="#">2435</a>	
04/07/2002	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
12/11/2002	Vote en commission		Résumé
11/11/2002	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	<a href="#">A5-0392/2002</a>	
04/12/2002	Débat en plénière		
05/12/2002	Décision du Parlement	<a href="#">T5-0586/2002</a>	Résumé
20/12/2002	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		
20/12/2002	Fin de la procédure au Parlement		
31/12/2002	Publication de l'acte final au Journal officiel		

### Informations techniques

Référence de procédure	2002/0114(CNS)
Type de procédure	CNS - Procédure de consultation
Sous-type de procédure	Législation
Instrument législatif	Règlement
	Modification <a href="#">2006/0190(CNS)</a> Modification <a href="#">2008/0216(CNS)</a> Abrogation <a href="#">2011/0195(COD)</a> Voir aussi <a href="#">2011/2291(INI)</a> Modification <a href="#">2012/0143(COD)</a>
Base juridique	Traité CE (après Amsterdam) EC 037
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	PECH/5/16279

### Portail de documentation

Document de base législatif		<a href="#">COM(2002)0185</a>	28/05/2002	EC	Résumé
Proposition législative initiale		<a href="#">09361/2002</a> <a href="#">JO C 203 27.08.2002, p. 0284 E</a>	03/06/2002	CSL	
Avis de la commission	<b>BUDG</b>	PE318.728/DEF	18/09/2002	EP	
Avis de la commission	<b>JURI</b>	PE319.721/DEF	08/10/2002	EP	
Avis de la commission	<b>ENVI</b>	PE319.350/DEF	08/10/2002	EP	
Projet de rapport de la commission		PE309.225	10/10/2002	EP	
Amendements déposés en commission		PE309.225/AM	05/11/2002	EP	
Amendements déposés en commission		PE309.225/AM2	07/11/2002	EP	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">A5-0392/2002</a>	12/11/2002	EP	
Texte adopté du Parlement, 1ère		<a href="#">T5-0586/2002</a>	05/12/2002	EP	Résumé

lecture/lecture unique		JO C 027 30.01.2004, p. 0025-0112 E			
Comité des régions: avis		<a href="#">CDR0189/2002</a> <a href="#">JO C 128 29.05.2003, p. 0006-0013</a>	12/02/2003	CofR	
Acte législatif de mise en oeuvre		<a href="#">32003R2244</a> <a href="#">JO L 333 20.12.2003, p. 0017-0027</a>	18/12/2003	EU	Résumé
Document de suivi		<a href="#">COM(2004)0799</a>	14/12/2004	EC	Résumé
Document de base non législatif		<a href="#">COM(2005)0422</a>	13/09/2005	EC	Résumé
Document de suivi		<a href="#">COM(2005)0691</a>	23/12/2005	EC	Résumé
Acte législatif de mise en oeuvre		<a href="#">32006R1042</a> <a href="#">JO L 187 08.07.2006, p. 0014-0017</a>	07/07/2006	EU	Résumé
Document de base non législatif		<a href="#">COM(2006)0872</a>	09/01/2007	EC	Résumé
Document de suivi		<a href="#">COM(2007)0167</a>	10/04/2007	EC	Résumé
Document de suivi		<a href="#">COM(2007)0828</a>	19/12/2007	EC	Résumé
Document de suivi		<a href="#">SEC(2007)1703</a>	19/12/2007	EC	
Document de suivi		<a href="#">SEC(2007)1704</a>	19/12/2007	EC	
Document de suivi		<a href="#">COM(2008)0902</a>	12/01/2009	EC	Résumé
Document de suivi		<a href="#">SEC(2008)3108</a>	12/01/2009	EC	
Document de suivi		<a href="#">COM(2010)0060</a>	25/02/2010	EC	Résumé
Document de suivi		SEC(2010)0146	25/02/2010	EC	
Document de suivi		SEC(2010)0147	25/02/2010	EC	
Document de suivi		<a href="#">COM(2011)0354</a>	22/06/2011	EC	Résumé
Document de suivi		<a href="#">SEC(2011)0759</a>	22/06/2011	EC	
Document de suivi		<a href="#">SEC(2011)0760</a>	22/06/2011	EC	
Document de base non législatif		<a href="#">COM(2011)0418</a>	13/07/2011	EC	Résumé
Document de suivi		<a href="#">COM(2012)0368</a>	06/07/2012	EC	Résumé
Document de suivi		<a href="#">COM(2013)0085</a>	18/02/2013	EC	Résumé

### Informations complémentaires

Commission européenne

[EUR-Lex](#)

### Acte final

[Règlement 2002/2371](#)  
[JO L 358 31.12.2002, p. 0059-0080](#) Résumé

**OBJECTIF** : réformer en profondeur la politique commune de la pêche (PCP). **CONTENU** : la présente proposition consiste en un nouveau règlement-cadre pour la PCP qui remplacera les règlements 3760/92/CEE et 101/76/CEE. La Communauté a besoin d'un nouveau cadre constituant une base pour des mesures de gestion pluriannuelles cohérentes mettant fin à la pratique actuelle consistant à adopter des mesures de gestion des stocks halieutiques sur une base annuelle. Le nouveau cadre prévoit également une série de mesures destinées à favoriser l'adaptation de la capacité de pêche en vue d'assurer un meilleur équilibre entre les flottes de pêche des États membres et les possibilités de pêche de la Communauté. Ce cadre doit être clair en ce qui concerne les responsabilités aux niveaux communautaire, national et local, doit prévoir des procédures de prise de décision fondées sur des avis scientifiques sérieux, doit faciliter une large participation des parties prenantes et garantir la cohérence avec les autres politiques communautaires. La Commission a l'intention de s'attaquer à la surcapacité de la flotte en supprimant les aides publiques à la construction de nouveaux bateaux de pêche. Cela permettrait de dégager des fonds communautaires supplémentaires pour aider les pêcheurs à trouver des activités de substitution et favoriser la restructuration du secteur. La Commission est également favorable à l'application de sanctions uniformes et plus sévères dans l'ensemble de l'Union. Les contrôles seraient renforcés grâce à la mise en place d'une structure conjointe d'inspection communautaire. Afin de rapprocher la PCP des pêcheurs, du secteur, des ONG, des régions et des autres opérateurs, la Commission propose la création de conseils consultatifs régionaux. Afin d'établir une pêche durable au-delà des eaux communautaires sur la base d'une coopération internationale renforcée, le projet de réforme comporte un plan d'action contre la pêche illégale et une stratégie de partenariat de développement de la pêche communautaire avec les pays tiers.?

## Politique commune de la pêche: conservation et exploitation durable (abrog. règlements (CEE) n° 3760/92 et (CEE) n° 101/76)

---

La commission a adopté le rapport de M. Salvador JOVÉ PERES (GUE/NGL, E) qui modifie cette proposition relevant de la procédure de consultation. Les principaux amendements portent sur les points ci-après : - la commission rejette le transfert de compétences à la Commission européenne pour la fixation de limitations de captures ou de l'effort de pêche et estime que c'est au Conseil qu'il revient de fixer ces limitations après consultation du Parlement (dans le cadre de la procédure arrêtée à l'art. 37(2) du Traité CE) ; - sauf exception, les plans de gestion pluriannuels doivent être plurispécifiques ; - la Commission doit présenter un rapport annuel au Conseil et au Parlement sur l'efficacité de chaque plan de gestion pluriannuel ; - des mesures doivent être prises pour permettre un accroissement des stocks "dans le délai le plus court possible, en réduisant l'impact socio-économique" de la situation (alors que la Commission parle simplement d'un "accroissement rapide" des stocks) ; d'autres amendements soulignent la nécessité de tenir compte des conséquences économiques et sociales de différentes mesures ; - la recherche scientifique doit être renforcée ; - les objectifs, les orientations et les mesures du règlement doivent également s'appliquer aux activités de pêche s'inscrivant dans le cadre d'un accord de pêche de la Communauté avec un pays tiers ; - la commission rejette l'idée de lier les amendes à des quotas en cas d'infraction, mais plaide pour l'introduction d'une procédure harmonisée prévoyant des sanctions minimales et appliquée dans l'ensemble de la Communauté ; - la "régionalisation" inhérente à la PCP doit être pleinement reconnue ; la commission entend que la Commission européenne n'ait pas simplement la possibilité mais bien qu'elle soit tenue de consulter les conseils consultatifs régionaux (CCR) sur toute proposition portant sur les stocks de poissons dans la zone concernée ; de plus, la Commission devra encourager les pays tiers avec lesquels la Communauté a conclu un accord de pêche à instituer leurs propres CCR ; - au plus tard le 1er juillet 2004, une disposition devra être prévue pour permettre une évaluation d'impact sur l'environnement avant que soit prise toute décision d'exploiter de nouvelles pêcheries (c'est-à-dire de pêcheries jusque là inexploitées) ; - le fichier de la flotte de pêche communautaire qu'il est proposé d'établir devrait être mis à la disposition du public par voie électronique.?

## Politique commune de la pêche: conservation et exploitation durable (abrog. règlements (CEE) n° 3760/92 et (CEE) n° 101/76)

---

En adoptant le rapport de M. Salvador JOVÉ PERES (GUE/NGL, E) par 437 voix pour, 37 contre et 22 abstentions, le Parlement européen a approuvé la proposition sur la conservation et l'exploitation des ressources de pêche dans le cadre de la politique commune de la pêche. Dans l'ensemble, les amendements proposés par la commission au fond ont été adoptés en plénière (se reporter au résumé précédent). Le Parlement a exprimé son soutien au maintien de la dérogation actuelle concernant la zone de 6 à 12 milles telle que proposée par la Commission européenne. Il estime également qu'il y a lieu de rendre permanente l'application des règles limitant l'accès aux ressources comprises dans la zone des 12 milles si cela est juridiquement possible et autrement, pour une période de 15 ans, au terme de laquelle ces règles seront révisées. Le Parlement est également favorable au statu quo en ce qui concerne le principe de stabilité relative des activités de pêche mais il invite le Conseil et la Commission à envisager l'actualisation des clés de répartition des captures. Le Parlement approuve la création de conseils consultatifs régionaux (CCR). Ces derniers devraient bénéficier d'un financement communautaire approprié. De plus, la Commission est invitée à encourager l'institution de CCR ayant un mandat équivalent dans les pays tiers avec lesquels la Communauté a conclu un accord de pêche.?

## Politique commune de la pêche: conservation et exploitation durable (abrog. règlements (CEE) n° 3760/92 et (CEE) n° 101/76)

---

**OBJECTIF** : réformer en profondeur la Politique commune de la pêche (Règlement cadre). **MESURE DE LA COMMUNAUTÉ** : Règlement 2371/2002/CE du Conseil relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques dans le cadre de la politique commune de la pêche. **CONTENU** : au terme de longues et difficiles discussions, le Conseil a adopté les trois règlements relatifs à la réforme de la PCP (voir également CNS/2002/0115 et CNS/2002/0116). Les délégations allemande et suédoise ont voté contre. Ces règlements ont pour objectif : - d'améliorer la préservation des stocks de poissons par l'établissement de plans de gestion pluriannuels, sur la base d'avis scientifiques solides: le système actuel de gestion se fonde sur la fixation, à la fin de chaque année, de TAC et de quotas pour l'année suivante; - de remédier à la surcapacité de la flotte de l'UE en limitant les aides publiques à des mesures relatives à la sécurité à bord des navires, qui ne font pas intervenir la capacité en termes de tonnage et de puissance; - d'empêcher l'expansion de la flotte de pêche dans l'UE, en retirant, sans aides publiques, une capacité équivalente avant d'en introduire une nouvelle: le système actuel de réduction de la flotte se fonde sur le programme d'orientation pluriannuel (POP); - de remédier aux problèmes sociaux des pêcheurs qui doivent renoncer à la pêche,

en excluant les aides publiques au transfert de navires de pêche, y compris dans le cadre de sociétés mixtes, et les aides à la construction de nouveaux navires de pêche; en outre, les aides à la modernisation des navires de pêche seront limitées à l'amélioration de la sécurité à bord; - d'améliorer le contrôle et l'exécution en créant une structure d'inspection conjointe; - d'accroître la participation des acteurs de la PCP en créant les conseils consultatifs régionaux aux niveaux local et régional. L'adoption de ces textes représente un changement majeur de la politique commune de la pêche, notamment en ce qui concerne: - la suppression des aides publiques au renouvellement de la flotte après le 31 décembre 2004; - l'introduction de plans de reconstitution pour les stocks en deçà des limites biologiques raisonnables et de plans de gestion pour les stocks qui se situent dans des limites biologiques raisonnables; - l'augmentation des primes à la démolition de navires afin d'atteindre de nouvelles réductions de l'effort de pêche résultant des plans de reconstitution adoptés pour la période allant de 2003 à 2006.  
ENTRÉE EN VIGUEUR : 01/01/2003.?

## Politique commune de la pêche: conservation et exploitation durable (abrog. règlements (CEE) n° 3760/92 et (CEE) n° 101/76)

---

ACTE : Règlement 2244/2003/CE de la Commission établissant les modalités d'application du système de surveillance des navires par satellite.

CONTENU : le présent règlement arrête les modalités d'application par les États membres d'un système de surveillance des navires par satellite ("VMS"), prévu par le règlement 2371/2002/CE :

- il est interdit aux navires de pêche de pratiquer les activités relevant de la politique commune de la pêche s'ils ne disposent pas à bord d'un dispositif en état de marche permettant la détection et l'identification desdits navires par des systèmes de contrôle à distance ;
- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004, tous les navires de pêche de plus de 18 mètres de longueur hors tout et, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, tous les navires de pêche de plus de 15 mètres de longueur hors tout doivent être soumis à un système de surveillance des navires par satellite (VMS) ;
- les navires de pêche qui opèrent exclusivement à l'intérieur des lignes de base des États membres ne doivent pas être soumis à cette obligation, compte tenu du fait que l'impact de leur activité sur les ressources est négligeable ;
- il appartient aux États membres d'établir la structure administrative et technique nécessaire à la mise en oeuvre efficace du contrôle, de l'inspection et de l'exécution, en recourant notamment à des systèmes de surveillance par satellite ;
- l'introduction de mesures plus strictes en ce qui concerne le VMS permet de renforcer significativement l'efficacité et l'efficience des opérations de suivi, de contrôle et de surveillance, tant en mer qu'à terre ;
- il y a lieu de mettre en place une période de transition pour l'application des dispositions relatives à la communication de la vitesse et de l'itinéraire des navires de pêche, sous réserve de certaines conditions ;
- il convient que le VMS s'applique dans des conditions similaires aux navires de pêche communautaires et aux navires de pêche de pays tiers opérant dans les eaux communautaires.

ENTRÉE EN VIGUEUR : 27/12/2003. Le règlement est applicable à compter du 01/01/2004.

## Politique commune de la pêche: conservation et exploitation durable (abrog. règlements (CEE) n° 3760/92 et (CEE) n° 101/76)

---

La Commission européenne a présenté son rapport annuel relatif aux efforts réalisés par les États membres en 2003 pour obtenir un équilibre durable entre la capacité de pêche et les possibilités de pêche.

En vertu des règlements 2371/2002/CE du Conseil et 1438/2003/CE de la Commission, les États membres doivent soumettre à la Commission, chaque année avant le 1er mai, un rapport relatif aux efforts réalisés au cours de l'année précédente pour obtenir un équilibre durable entre la capacité de pêche et les possibilités de pêche disponibles. Sur la base de ces rapports et des données du fichier de la flotte de pêche communautaire (CFR), la Commission a produit pendant l'année 2003 une synthèse qui a été présentée au comité scientifique, technique et économique de la pêche (CSTEP) et au comité de la pêche et de l'aquaculture. Dans le présent rapport, la Commission présente cette synthèse, accompagnée des avis des comités susmentionnés, au Conseil et au Parlement européen. A noter que les flottes des nouveaux États membres qui ont adhéré à l'Union européenne le 1er mai 2004 ne sont pas visées par le présent rapport étant donné qu'elles n'étaient pas soumises à la politique commune de la pêche (PCP) en 2003.

Le rapport conclut que la capacité globale de la flotte communautaire en 2003 a été réduite de 40.362 GT et 142.727 kW, ce qui représente une réduction de 2% de la capacité totale de la flotte communautaire. 44% des retraits de capacité de la flotte ont bénéficié d'une aide publique, ce qui signifie que cette capacité ne peut pas être remplacée.

Il n'a pas été possible d'évaluer complètement si les États membres ont respecté la règle d'entrée et de sortie «à tout moment» parce que l'adaptation nécessaire du fichier de la flotte (CFR) n'est devenue opérationnelle que le 1er septembre 2004. Les données concernant les entrées en 2003, qui ont été basées sur des décisions prises avant le 1er janvier 2003, ont été soumises séparément par les États membres et n'ont pu être vérifiées directement dans le fichier de la flotte de pêche communautaire. La Commission poursuivra le contrôle de ces données afin d'évaluer leur qualité. Les informations relatives à la façon dont les États membres se sont conformés à la règle «à tout moment» et à l'application précise du ratio 1:1,35 pour les entrées bénéficiant d'aides publiques de navires entre 100 GT et 400 GT seront mises à disposition dans les rapports futurs.

Les tableaux contenus dans le rapport résument la conformité, au 31 décembre 2003, avec le régime d'entrée et de sortie et les niveaux de référence. Une majorité d'États membres s'est conformée à ces règles. Toutefois, la Belgique et l'Italie ne respectent pas le plafond en termes de tonnage et l'Italie ne se conforme pas au plafond en termes de puissance du moteur. En outre, la Belgique ne respecte pas le niveau de référence en termes de tonnage. Il faut noter que les autorités italiennes contestent ces conclusions et font valoir que la flotte italienne a

respecté les dispositions en matière d'entrée et de sortie. À l'appui de leur affirmation, elles ont soumis récemment des informations supplémentaires, non incluses dans le CFR, que les services de la Commission analysent à l'heure actuelle.

## Politique commune de la pêche: conservation et exploitation durable (abrog. règlements (CEE) n° 3760/92 et (CEE) n° 101/76)

---

La Commission européenne a présenté son Rapport annuel sur les efforts réalisés par les États membres en 2004 pour obtenir un équilibre durable entre la capacité de pêche et les possibilités de pêche. Elle conclut que la qualité des rapports transmis par les États membres s'est améliorée par rapport à l'année dernière. Certains États membres ont transmis des rapports très détaillés, dont le contenu excédait parfois les informations qu'ils sont tenus de communiquer. La plupart des nouveaux États membres ont fourni des informations de qualité alors même qu'il s'agissait de leur premier rapport annuel sur la gestion de la flotte.

En général, les États membres ont mis l'accent, dans leur rapport, sur la mise en œuvre de la gestion de la flotte nationale plutôt que sur l'évaluation de l'équilibre entre la capacité de leur flotte de pêche et les possibilités de pêche existantes.

Conformément au fichier de la flotte communautaire, la capacité globale de la flotte communautaire des États membres de l'UE-15 a été réduite de 66 500 GT et de 322 000 kW en 2003 et 2004, soit une réduction nette de 3,6% du tonnage total et de 4,7% de la puissance de la flotte de l'UE-15. La réduction nette en 2004 a été de 23 000 GT environ, contre quelque 43 000 GT en 2003.

En 2003 et en 2004, à peu près 79 000 GT ont été retirés de la flotte de l'UE-15 avec le soutien des aides publiques, ce qui signifie que cette capacité ne peut pas être remplacée.

Dans les nouveaux États membres, depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004, la capacité de la flotte a été réduite de 7 000 GT et de 18 800 kW, ce qui représente une réduction de 3,1% du tonnage total et de 3,3% de la puissance des flottes des nouveaux États membres. L'essentiel de la capacité retirée par les nouveaux États membres l'a été sans aide publique.

Une majorité d'États membres, à l'exception de la Grèce et de la Slovénie, s'est conformée aux règles relatives au régime d'entrée et de sortie pour ce qui est de la puissance. La capacité de la flotte continentale française a légèrement dépassé le plafond de tonnage au cours de la période de deux ans évaluée dans ce rapport, bien qu'elle s'y conforme à la date du 31 décembre 2004.

Le rapport présente également les résultats concernant les flottes enregistrées dans les régions ultrapériphériques. Il apparaît que l'un des 17 segments des régions ultrapériphériques a dépassé leur niveau de référence pour ce qui est du tonnage à la fin 2004, à savoir le segment «4FJ ? navires d'une longueur inférieure à 12 mètres du département français de la Martinique». Le régime spécial cesse de s'appliquer à ces segments à compter du moment où ils ont atteint le niveau de référence maximal. Il importe également de noter que certaines États membres n'ont pas encore achevé le mesurage de leur flotte en GT conformément à la législation communautaire.

Afin d'améliorer encore les rapports annuels, la Commission, conjointement avec le comité de la pêche et de l'aquaculture, fixera des orientations plus détaillées quant à leur contenu et introduira une approche méthodologique commune harmonisée mettant davantage l'accent sur une analyse de l'évolution de la capacité de pêche en liaison avec les stocks halieutiques existants. Ces questions seront discutées lors des prochaines réunions du comité de la pêche et de l'aquaculture.

Dans les prochains rapports annuels, il conviendra d'accorder une attention accrue à la contribution du nouveau régime adopté en 2002 pour gérer la flotte communautaire en vue d'un meilleur équilibre entre les flottes et les stocks halieutiques. Il importera également de mieux identifier et de mieux évaluer les effets des régimes de désarmement nationaux, en particulier sur la réduction de l'effort de pêche dans les pêcheries faisant l'objet de plans de gestion ou de reconstitution.

## Politique commune de la pêche: conservation et exploitation durable (abrog. règlements (CEE) n° 3760/92 et (CEE) n° 101/76)

---

ACTE : Règlement 1042/2006/CE de la Commission fixant les modalités d'application de l'article 28, paragraphes 3 et 4, du règlement 2371/2002/CE du Conseil relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques dans le cadre de la politique commune de la pêche.

CONTENU : conformément au règlement 2371/2002/CE, le présent règlement vise à :

- préciser les conditions dans lesquelles les États membres sont autorisés à effectuer des inspections sur des navires de pêche dans toutes les eaux communautaires hors des eaux relevant de leur souveraineté et dans les eaux internationales ;

- définir les modalités d'application de l'article 28, paragraphe 4, du règlement 2371/2002/CE qui dispose que la Commission dresse une liste des inspecteurs, navires, avions et autres moyens d'inspection communautaires agréés conformément au chapitre V dudit règlement pour effectuer des contrôles dans les eaux communautaires et à bord des navires de pêche communautaires. Il convient que ces inspecteurs communautaires puissent être affectés à la mise en œuvre des programmes spécifiques d'inspection et de contrôle adoptés conformément au règlement 2847/93/CEE du Conseil instituant un régime de contrôle applicable à la politique commune de la pêche ;

- préciser les conditions dans lesquelles les inspecteurs communautaires peuvent effectuer des inspections dans les eaux communautaires et à bord des navires de pêche communautaires.

ENTRÉE EN VIGUEUR : 15/07/2006.

## Politique commune de la pêche: conservation et exploitation durable (abrog. règlements (CEE) n° 3760/92 et (CEE) n° 101/76)

---

La Commission a présenté son rapport annuel relatif aux efforts consentis par les États membres en 2006 pour instaurer un équilibre durable entre la capacité de pêche et les possibilités de pêche.

Le rapport résume les descriptions faites par les États membres de leur flotte de pêche, de l'incidence des régimes existants sur la réduction de l'effort de pêche, du respect par les États membres du régime d'entrée et de sortie ainsi que des points forts et des points faibles de leurs systèmes de gestion de la flotte. Cette année, seuls douze États membres ont rendu leur rapport dans les temps. Sept rapports ont été remis avec un retard allant de deux semaines à deux mois.

Description des flottes en relation avec l'état des pêcheries : les États membres ont fourni une description générale de leur flotte suivant des types de segmentation différents. Ils ont été nombreux à signaler que la flotte de pêche artisanale côtière (représentant plus de 80% de la flotte de pêche communautaire totale) avait un impact socioéconomique important sur les communautés côtières et méritait donc une attention particulière. L'impression générale qui ressort des rapports des États membres est plutôt positive. En effet, la flotte communautaire semble être équilibrée par rapport aux ressources, excepté dans certains cas particuliers.

Incidence des régimes de réduction de l'effort sur la capacité : de manière générale, les rapports des États membres n'indiquent pas clairement si les programmes de réduction de l'effort de pêche ont constitué ou constitueront un instrument efficace pour instaurer un équilibre durable entre la capacité et les ressources. La Commission estime que le bilan global en ce qui concerne la taille de la flotte est insuffisant et que des efforts supplémentaires doivent être consentis.

Conformité avec le régime d'entrée et de sortie et avec les niveaux de référence : selon les données du fichier de la flotte communautaire publiées le 23 octobre 2006, quasiment tous les États membres respectaient à la fin de l'année 2006 la limite maximale établie pour la capacité. Tous les États membres concernés se sont conformés aux niveaux de référence établis pour la flotte continentale.

Points forts et points faibles des systèmes de gestion des flottes : les États membres ont retenu comme principal point fort le fait que le régime d'entrée et de sortie et les limites maximales fixées pour la capacité aient été scrupuleusement respectés par les systèmes nationaux de gestion de la pêche. À la fin de l'année 2006, la majorité des États membres disposaient de systèmes informatiques intégrés pour la gestion de la pêche comprenant divers logiciels d'applications (fichiers des flottes, gestion des capacités, licences, journaux de bord, débarquements, notes de ventes, système de surveillance des navires par satellite, quotas, notification des captures, etc.). Certains États membres ont toutefois souligné que ces administrations manquaient encore de moyens humains et financiers. Ils ont d'ailleurs admis que la gestion et l'aide concernant la pêche artisanale devaient être améliorées.

Résultats concernant la flotte continentale : d'après le fichier de la flotte communautaire, au cours de la période de quatre ans comprise entre 2003 et 2006, la capacité totale de la flotte communautaire a été diminuée de 217.000 unités de tonnage brut et de 773.000 kW, soit une réduction nette d'environ 10%. La contribution de la flotte UE-15 à cette réduction s'est élevée à 167.000 unités de tonnage brut et 645.000 kW (contre 51.000 unités de tonnage brut et 128 000 kW pour la flotte UE-10). Entre 2003 et 2006, quelque 173.000 unités de tonnage brut et 560.000 kW, dont 40.000 unités de tonnage brut et 127.000 kW en 2006, ont été retirés de la flotte communautaire (sauf dans les régions ultrapériphériques) au moyen d'aides publiques. Globalement, les réductions nettes de la capacité de la flotte communautaire sont encore considérées comme insuffisantes.

Résultats concernant les flottes enregistrées dans les régions ultrapériphériques : la flotte enregistrée dans les régions ultrapériphériques espagnoles et portugaises a considérablement diminué en termes tant de tonnage que de puissance. Une légère diminution du nombre total de navires, une diminution de leur tonnage et une augmentation de leur puissance motrice sont enregistrées pour les départements français d'outre-mer. À la fin de l'année 2006, comme les années précédentes, trois des dix-sept segments dans les régions ultrapériphériques enregistraient un dépassement du niveau de référence.

Conclusions : la qualité des rapports des États membres s'est constamment améliorée depuis la présentation des premiers rapports, qui portaient sur l'année 2003. Néanmoins, comme les années précédentes, la majorité des États membres n'ont pas donné une description de leur flotte en relation avec l'état des pêcheries, qui permette à la Commission d'analyser les efforts accomplis par les États membres pour atteindre un équilibre durable entre les capacités de pêche et les possibilités de pêche.

En 2006, la capacité de pêche de la flotte communautaire a continué de diminuer lentement mais régulièrement, au rythme annuel de 2 à 3%. Cette diminution paraît modeste au regard des fortes réductions de l'effort de pêche que nécessitent certains stocks de poissons, des progrès technologiques constants et des mauvais résultats économiques d'une grande partie de la flotte. Cela signifie que la méthode choisie lors de la réforme de la politique commune de la pêche - faire de la gestion de l'effort l'élément moteur essentiel de la politique d'adaptation des flottes - n'a pas produit les résultats escomptés. Il reste beaucoup à faire à ce sujet dans le cadre de la politique commune de la pêche, et des propositions en la matière sont déjà envisagées. De plus, il est indispensable que les États membres prévoient des mesures d'encouragement à l'adaptation de la flotte qui soient plus efficaces.

Les programmes opérationnels pour la période 2007-2013 mis en œuvre dans le cadre du Fonds européen pour la pêche offrent l'occasion unique de faciliter la transition vers la mise en place d'une flotte communautaire mieux gérée du point de vue tant économique, qu'environnemental et social.

## Politique commune de la pêche: conservation et exploitation durable (abrog. règlements (CEE) n° 3760/92 et (CEE) n° 101/76)

---

Chaque année avant le 1<sup>er</sup> mai, les États membres sont invités à soumettre à la Commission un rapport relatif aux efforts consentis au cours de l'année précédente pour instaurer un équilibre durable entre la capacité de la flotte et les possibilités de pêche disponibles. Sur la base de ces rapports et des données du fichier de la flotte de pêche communautaire, la Commission a produit pour l'année 2007 une synthèse qu'elle a présentée au comité scientifique, technique et économique de la pêche (CSTEP) et au comité de la pêche et de l'aquaculture.

Dans le présent rapport, la Commission expose au Conseil et au Parlement européen la synthèse des rapports des États membres, accompagnée d'une annexe technique et des avis des comités susmentionnés. Cette année, seuls treize États membres ont rendu leur rapport dans les temps. Huit rapports ont été remis avec un retard allant de deux semaines à deux mois. À l'heure de la rédaction du rapport, le Royaume-Uni n'avait pas transmis ses rapports à la Commission.

Le rapport résume les descriptions faites par les États membres de leur flotte de pêche, de l'incidence des régimes existants sur la réduction de l'effort de pêche, du respect par les États membres du régime d'entrée et de sortie ainsi que des points forts et des points faibles de leurs

systèmes de gestion de la flotte.

La Commission conclut que la qualité des rapports des États membres s'est constamment améliorée depuis la présentation des premiers rapports, portant sur l'année 2003, mais qu'elle reste néanmoins insuffisante. Comme les années précédentes, la plupart des rapports n'ont pas donné de description de la flotte des États membres en relation avec l'état des pêcheries. Au lieu de cela, les États membres ont mis l'accent sur les systèmes nationaux de gestion de la flotte et sur l'évolution de la capacité en fonction du régime des entrées et des sorties.

L'application des lignes directrices pour l'évaluation de l'équilibre entre la capacité de pêche et les possibilités constitue un progrès, mais les États membres n'ont pas tous fait usage de cet instrument. La Commission reconnaît que tant la brièveté du délai d'application de ces lignes directrices que leur nature plutôt technique ont pu poser des difficultés à certains États membres. Des efforts supplémentaires doivent être consentis cette année afin de pleinement mettre en œuvre les lignes directrices pour le rapport 2008.

La plupart des rapports sont élaborés de telle façon qu'ils ne permettent pas d'établir clairement un lien entre les mesures de gestion de l'effort et l'ajustement de la capacité de la flotte; ils ne procèdent pas non plus à une analyse critique des tendances quant à l'effort réel déployé.

D'une manière générale, les effets des mesures d'ajustement de l'effort de pêche sur la capacité de la flotte semblent être limités. Dans certains cas, la réduction de la capacité de la flotte semble principalement motivée par la combinaison de deux facteurs: les mauvaises performances économiques de la flotte et la disponibilité de fonds communautaires ou nationaux. Cette situation est probablement due, en partie, à l'absence de systèmes de gestion de l'effort pour plusieurs pêcheries, mais également à l'insuffisance des effets des systèmes existants.

En 2007, la capacité de pêche de la flotte communautaire a continué de diminuer lentement mais régulièrement, au rythme annuel de 2 à 3%. Il s'agit là de la tendance générale enregistrée ces seize dernières années, bien qu'il existe à cet égard des disparités entre les États membres. Cela amène à s'interroger sur l'efficacité des mesures d'ajustement de la capacité appliquées dans le contexte de la PCP.

L'évaluation scientifique indique que 30% des stocks pour lesquels des données sont disponibles sont pêchés en dehors des limites biologiques de sécurité et que 80% sont pêchés à des niveaux supérieurs au rendement maximal durable. Dans le même temps, pour une grande partie de la flotte, la capacité est sous-utilisée (le nombre de jours de pêche est inférieur au maximum autorisé) et les performances économiques sont mauvaises, la situation s'étant encore aggravée en 2008.

À la lumière de ces considérations, les réductions de capacité qui ont été réalisées se révèlent insuffisantes pour atteindre à court terme un équilibre durable entre la capacité et les possibilités de pêche. En outre, le progrès technologique, qui, selon certaines estimations, est du même ordre de grandeur que les réductions de capacité observées, risque de neutraliser l'effet de ces dernières.

Enfin, le Conseil a adopté le 22 juillet 2008 des mesures spécifiques temporaires visant à restructurer la flotte de pêche communautaire, offrant ainsi la possibilité de procéder à la restructuration nécessaire de la flotte, possibilité qui ne devrait pas être négligée.

## Politique commune de la pêche: conservation et exploitation durable (abrog. règlements (CEE) n° 3760/92 et (CEE) n° 101/76)

La Commission a présenté son rapport annuel relatif aux efforts consentis par les États membres en 2008 pour instaurer un équilibre durable entre la capacité de pêche et les possibilités de pêche.

Les États membres sont invités à présenter à la Commission, chaque année avant le 1<sup>er</sup> mai, un rapport relatif aux efforts consentis au cours de l'année précédente pour instaurer un équilibre durable entre la capacité de la flotte et les possibilités de pêche disponibles.

Sur la base de ces rapports et des données du fichier de la flotte de pêche de l'Union européenne, la Commission a produit pour l'année 2008 une synthèse qu'elle a présentée au comité scientifique, technique et économique de la pêche (CSTEP) et au comité de la pêche et de l'aquaculture. Cette année, seuls 9 États membres ont présenté leur rapport dans les temps, tandis que les autres l'ont transmis avec une à deux semaines de retard. Malgré ces retards, la Commission a présenté un rapport de synthèse aux comités susmentionnés.

Le présent rapport résume les descriptions faites par les États membres de leur flotte de pêche, de l'incidence des régimes existants sur la réduction de l'effort de pêche, du respect par les États membres du régime d'entrée et de sortie.

Résultats concernant la flotte continentale (hors navires enregistrés dans les régions ultrapériphériques) : d'après le fichier de la flotte de l'UE, au cours de la période de six ans comprise entre 2003 et 2008,

- la capacité totale de la flotte de l'UE a été diminuée approximativement de 331.000 GT et de 1.123.000 kW, ce qui correspond à une réduction nette d'environ 16% pour ce qui est du tonnage et de 15% pour ce qui est de la puissance motrice et ce, en dépit de deux élargissements successifs. Le nombre total de navires a été réduit d'environ 12 400, soit de 13,3% ;
- la capacité de la flotte UE-15 a été réduite de 260.486 GT et de 989.984 kW et la capacité de la flotte UE-105 a été diminuée de 70.354 GT et de 132.980 kW par rapport à sa capacité lors de l'élargissement (1<sup>er</sup> mai 2004). En termes relatifs, la réduction de la flotte UE-10 depuis la date d'adhésion a été plus importante que celle de la flotte UE-15 au cours de la période comprise entre 2003 et 2008 (24% contre 14% en ce qui concerne la puissance motrice). La Roumanie et la Bulgarie ont retiré quelque 5% de capacité exprimés en GT et moins de 1% exprimés en kW ;
- quelque 224.590 GT et 733.119 kW ont été retirés de la flotte de l'UE (hors régions ultrapériphériques) au moyen d'aides publiques, dont 25.657 GT et 89.024 kW en 2008 ;
- globalement, les réductions nettes de la flotte de l'UE apparaissent encore insuffisantes, eu égard aux constants progrès techniques qui annulent les effets de la réduction de la capacité et au mauvais état de la plupart des pêcheries de l'UE.

Résultats concernant les flottes enregistrées dans les régions ultrapériphériques : la flotte enregistrée dans les régions ultrapériphériques espagnoles et portugaises a considérablement diminué, tant pour ce qui est du tonnage que de la puissance. Au cours de la même période, la capacité de la flotte des départements français d'outre-mer a augmenté, avec l'introduction de 343 nouveaux navires dans la flotte. À la fin 2008, les niveaux de référence dans le cas des segments démersal et pélagique en dessous de 12 m ont été légèrement dépassés à la Réunion et en Guyane française.



Les principales conclusions du rapport sont les suivantes :

- la qualité des rapports établis par les États membres en 2008 indique une amélioration par rapport à ceux de 2007. Toutefois, la plupart des rapports ne contenaient pas de description de la flotte des États membres permettant à la Commission d'analyser les efforts accomplis par les États membres pour atteindre un équilibre durable entre la capacité de pêche et les possibilités de pêche existantes. Les futurs rapports seront probablement plus concluants si tous les États membres utilisent les indicateurs proposés dans les lignes directrices ;
- il est difficile d'établir des liens précis entre les mesures de gestion de l'effort et les ajustements de la capacité de la flotte à partir des informations contenues dans la plupart des rapports, ou encore d'obtenir une analyse critique des tendances quant à l'effort réel déployé. D'une manière générale, les effets des mesures d'ajustement de l'effort de pêche sur la capacité de la flotte semblent être limités. Tout comme au cours des années précédentes, la réduction de la capacité de la flotte semble principalement motivée par la combinaison de deux facteurs: les mauvaises performances économiques de la flotte et la disponibilité de fonds de l'UE ou de fonds nationaux. Cette situation est probablement due, en partie, à l'absence de systèmes de gestion de l'effort pour plusieurs pêcheries, mais également à l'insuffisance des effets des régimes existants. Il ressort que l'utilisation de droits individuels transférables a contribué à la réduction de la capacité dans certains pays ;
- en réponse à la crise pétrolière de 2008, le Conseil a adopté en juillet 2008 des mesures temporaires et spécifiques en faveur de la restructuration de la flotte de pêche de l'UE, permettant ainsi d'opérer la restructuration nécessaire de la flotte. À ce jour, l'effet de ces mesures a été largement limité, étant donné qu'au moment de l'élaboration du présent rapport, les plans d'ajustement de la flotte définis au règlement n'avaient pas encore été mis en œuvre. Le nombre de navires retirés de la flotte en 2008 au moyen d'aides publiques a été inférieur à celui de 2007 ;
- au cours de l'année 2008, la capacité de pêche de la flotte de l'UE a reculé à un taux annuel moyen de 2,6% pour ce qui est du tonnage et de 2,3% quant à la puissance motrice. Il s'agit là de la tendance générale enregistrée ces 17 dernières années, bien qu'il existe à cet égard des disparités entre les États membres ;
- l'évaluation scientifique indique que 30% des stocks pour lesquels des données sont disponibles sont pêchés en dehors des limites biologiques de sécurité et que 80% sont pêchés à des niveaux supérieurs au rendement maximal durable. Dans le même temps, la capacité d'une grande partie de la flotte est sous-utilisée, c'est-à-dire que le nombre de jours de pêche est inférieur au maximum autorisé.

À la lumière de ces considérations, les réductions de capacité atteintes sont insuffisantes pour parvenir à un équilibre durable entre capacité et possibilités de pêche à court terme, particulièrement si le progrès technique, qui est estimé être du même ordre d'importance que les réductions de capacité observées, est pris en compte.

Comme l'indique le [livre vert sur la réforme de la PCP](#), la surcapacité de la flotte demeure l'un des problèmes majeurs de la PCP. Les flottes européennes demeurent bien trop importantes par rapport aux ressources disponibles.

## Politique commune de la pêche: conservation et exploitation durable (abrog. règlements (CEE) n° 3760/92 et (CEE) n° 101/76)

---

La Commission a présenté un rapport relatif aux efforts consentis par les États membres en 2009 pour instaurer un équilibre durable entre la capacité de pêche et les possibilités de pêche.

Le rapport résume les descriptions faites par les États membres de leur flotte de pêche, de l'incidence des régimes existants sur la réduction de l'effort de pêche et du respect par les États membres du régime d'entrée et de sortie. Cette année, dix États membres ont présenté leur rapport dans les temps, tandis que les autres l'ont transmis avec un retard allant de une à douze semaines. Malgré ces retards, la Commission a présenté son rapport de synthèse le 31 juillet 2010.

Évolution de la capacité de pêche en 2009 : au 31 décembre 2009, la flotte de pêche de l'Union était constituée de 84.301 navires représentant une capacité de pêche totale de 1.797.183 GT et 6.606.556 kW. En 2009, le nombre de navires a baissé de 1,53% tandis que le tonnage et la puissance ont diminué respectivement de 2,84% et de 2,24%. Ces chiffres incluent les navires enregistrés dans les régions ultrapériphériques.

Durant la période de sept ans qui s'étend de 2003 à 2009, quelque 305.212 GT et 969.597 kW ont été retirés de la flotte de l'UE (incluant les régions ultrapériphériques) au moyen de l'aide publique, dont 39.273 GT et 117.236 kW en 2009.

Résultats concernant la flotte continentale (hors navires enregistrés dans les régions ultrapériphériques) : la flotte soumise au régime d'entrée et de sortie, excluant les navires enregistrés dans les régions ultrapériphériques et ceux utilisés exclusivement pour l'aquaculture, a réduit sa capacité en 2009 d'environ 2,80% pour le tonnage et de 2,55% pour la puissance. En dépit des élargissements en 2004 et 2007, la flotte de pêche de l'UE est moins importante actuellement qu'elle ne l'était au 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Résultats concernant les flottes enregistrées dans les régions ultrapériphériques : i) la capacité de la flotte enregistrée dans les Îles Canaries a été réduite tant au niveau du tonnage que de la puissance ; ii) dans les départements français d'outre-mer, le tonnage de la flotte a diminué mais sa puissance a augmenté en raison principalement de la régularisation de la puissance motrice à la suite de la hausse des niveaux de référence ; iii) dans les Açores et à Madère, à la suite de la mise en œuvre d'un plan de développement de la flotte, la puissance de la flotte a augmenté, alors même que son tonnage connaissait une baisse constante. En tout état de cause, les niveaux de référence des différents segments de flotte étaient respectés

Conformité avec les règles de gestion de la capacité de pêche : tous les États membres ont respecté les règles de gestion de la capacité de pêche, y compris les limitations spécifiques applicables aux flottes enregistrées dans les régions ultrapériphériques. En moyenne, la capacité de la flotte de l'UE est inférieure d'environ 9% aux plafonds fixés pour la capacité de pêche conformément aux règles de gestion.

Qualité des rapports des États membres : d'une façon générale, l'exhaustivité et la qualité des rapports des États membres pour 2009 sont variables, mais on constate une amélioration globale par rapport à 2008 avec la soumission de rapports plus complets. Une fois encore, les rapports des États membres présentent tous comme point fort la description des flottes nationales, des changements intervenus dans les flottes au cours de l'année et des liens avec les pêcheries.

Les principales conclusions du rapport sont les suivantes :

- en 2009, la réduction globale de la capacité de la flotte s'est poursuivie en se maintenant entre 2 et 3% en moyenne comme les années précédentes. L'évolution générale de la capacité de pêche depuis 1992 ne révèle pas de grand changement de tendance ;
- la Commission est préoccupée par le fait que la puissance totale de la flotte telle qu'elle est enregistrée dans les fichiers de la flotte de l'UE et des États membres ne reflète pas la puissance effectivement déployée en mer. Ce problème sera réglé au moyen de la mise en œuvre du nouveau règlement sur le contrôle et de ses modalités d'application ;
- les données économiques relatives à 2009 n'étaient pas disponibles pour la majorité des États membres, lesquels ont alors inclus dans leurs rapports les données de 2008. Le Rapport économique annuel révèle une détérioration des performances économiques en 2008. Les performances économiques de la flotte en 2009 ont subi les effets de l'augmentation du prix du carburant en 2008 et des crises économiques qui en ont découlé. En outre, les rapports indiquent que le niveau des activités de pêche (le nombre moyen de jours de pêche par navire) est relativement faible et qu'il évolue souvent à la baisse ;
- la capacité retirée grâce à l'aide publique était supérieure en 2009 d'environ 10% par rapport à celle de 2008. Les réductions de capacité au moyen de fonds publics ont représenté 73% en GT et 79% en kW de la réduction de capacité nette de l'année 2009. Il semble donc que les problèmes économiques et la raréfaction des possibilités de pêche due à la surexploitation des ressources ont pour effet de réduire la taille de la flotte. La flotte de nombreux États membres se trouve, du point de vue de la taille, en deçà des plafonds de capacité résultant du régime d'entrée et de sortie, comme indiqué précédemment ;
- les programmes de retrait, qui restent facultatifs pour les propriétaires de navires, sont motivés par la médiocrité des résultats économiques et pas nécessairement par l'état des stocks. Ces considérations appellent à la conduite d'une réflexion sur le rôle des limitations de la capacité de pêche et remettent en question la nécessité et l'efficacité des réductions de capacité financées par des fonds publics ;
- la mise en œuvre de droits individuels transférables (DIT) dans certaines pêcheries a entraîné des réductions de capacité sans aide publique. L'extension des régimes de DIT à un nombre plus important de pêcheries, notamment celles qui sont le plus fortement touchées par la surcapacité, pourrait faciliter l'ajustement de la capacité ;
- si certaines flottes spécifiques semblent avoir atteint un équilibre raisonnable avec leurs possibilités de pêche, l'évaluation générale de la situation indique néanmoins une surcapacité de pêche. Compte tenu du taux actuel des réductions de capacité, sachant que ces réductions sont compensées partiellement par le progrès technologique, il sera difficile de remédier à court terme à la surcapacité sans modifier la politique actuelle.

La Commission estime que la réforme à venir de la politique commune de la pêche constitue une occasion à ne pas manquer pour mettre en œuvre les changements permettant de remédier à la situation de surcapacité de la flotte.

## Politique commune de la pêche: conservation et exploitation durable (abrog. règlements (CEE) n° 3760/92 et (CEE) n° 101/76)

---

La Commission présente un rapport relatif aux efforts consentis par les États membres en 2010 pour instaurer un équilibre durable entre la capacité de pêche et les possibilités de pêche. Dans le rapport, la Commission expose au Conseil et au Parlement européen la synthèse des rapports des États membres, accompagnée d'une annexe technique et des avis du comité scientifique, technique et économique de la pêche (CSTEP) et du comité de la pêche et de l'aquaculture.

Le rapport note que tous les États membres ont respecté les règles de gestion de la capacité de pêche, y compris les limitations spécifiques applicables aux flottes enregistrées dans les régions ultrapériphériques. Il rappelle toutefois que les plafonds fixés pour la capacité ne sont plus restrictifs. Globalement, en ce qui concerne la capacité de pêche de la flotte de l'UE, le tonnage et la puissance étaient respectivement inférieurs de 12% et 9% aux plafonds fixés pour la capacité, ces marges pouvant varier de 2 à 63%.

Les principales conclusions du rapport sont les suivantes :

- la capacité de la flotte demeure un des principaux obstacles pour parvenir à une pêche durable et constitue un des éléments que la Commission entend traiter avec la proposition de réforme de la politique commune de la pêche. Les réductions de la capacité au cours de 2010 (3,6% en tonnage et 2% en puissance) correspondent à celles des années précédentes même si elles semblent révéler une légère accélération de l'ajustement de la capacité en termes de tonnage ;
- la capacité retirée grâce à l'aide publique en 2010 était inférieure à celle de 2009 et concentrée dans quelques États membres. L'Espagne, l'Italie et la France représentent environ 80% du tonnage total ;
- la vérification de l'exactitude de la puissance motrice déclarée est malaisée, ce qui constitue une faiblesse du système de gestion ;
- les données concernant la réduction nominale de la flotte fournissent très peu d'informations concernant le véritable problème, à savoir la surcapacité ;
- il est nécessaire d'adopter une approche cohérente concernant la manière d'exploiter la capacité des navires inactifs n'exerçant aucune activité de pêche dans l'évaluation de la surcapacité, car cela pourrait conduire à une conclusion différente sur l'existence d'une surcapacité ;
- la survie de certains segments de la flotte dépend des subventions disponibles. Une forte dépendance par rapport aux subventions pour pouvoir obtenir de bons résultats économiques et sociaux est un autre signe d'une éventuelle surcapacité économique.

La Commission souligne qu'il incombe aux États membres concernés de réduire la capacité de pêche, en utilisant ou non des fonds publics, afin de parvenir à un équilibre entre la capacité de pêche et les possibilités de pêche. Elle estime toutefois que les ajustements de la capacité dépendent aussi de la volonté du secteur à réduire sa capacité de pêche. Compte tenu du taux actuel des réductions de capacité, sachant que ces réductions sont compensées partiellement par le progrès technologique, la Commission estime qu'il sera difficile de remédier à court terme à la surcapacité sans modifier la politique actuelle.

En dépit de l'utilisation d'indicateurs mieux définis, les limitations actuelles de la capacité de pêche se sont avérées inefficaces pour remédier à la surcapacité. La Commission remédiera aux lacunes du système actuel dans ses propositions de réforme pour une nouvelle politique commune de la pêche.

## Politique commune de la pêche: conservation et exploitation durable (abrog. règlements (CEE) n° 3760/92 et (CEE) n° 101/76)

---

La Commission présente un rapport relatif aux efforts déployés par les États membres en 2011 pour atteindre un équilibre durable entre la capacité de pêche et les possibilités de pêche.

Dans son rapport, la Commission rappelle qu'une gestion durable de la pêche implique une flotte viable sur le plan économique, exploitant les ressources naturelles à des niveaux inférieurs aux niveaux de rendement maximal durable (RMD). Fondé sur les informations qui ont été communiquées par les États membres dans leurs rapports annuels et celles qui figurent dans le fichier de la flotte de pêche de l'Union européenne, le rapport présente un aperçu des flottes de pêche de l'UE.

Capacité trop importante : l'examen des efforts déployés par les États membres pour atteindre un équilibre durable entre la capacité des flottes et les ressources halieutiques montre que la capacité de la flotte de pêche européenne est toujours trop importante. La politique actuelle en matière de gestion de la flotte n'a pas permis d'établir un équilibre entre les flottes et les ressources qu'elles exploitent.

En dépit de réductions de la taille de nombreuses flottes de pêche européennes au cours de la dernière décennie, dans un grand nombre d'États membres, les recettes de nombreux navires n'ont pas permis d'atteindre un équilibre financier et de nombreux navires ont été sous-utilisés. Elles ont également été insuffisantes pour permettre les investissements nécessaires à la modernisation des navires ou des engins de pêche, par exemple. Le rapport indique en outre que trop de flottes étaient tributaires de stocks surexploités par rapport au niveau de rendement maximal durable alors que le respect du RMD est un des objectifs clés de la réforme de la PCP.

Indicateurs de capacité : la détermination de la capacité des flottes en termes de puissance de moteur et de tonnage a montré ses limites au fil du temps. Le maintien de ces paramètres dans la limite des plafonds n'offre en soi aucune garantie que les flottes de pêche sont en adéquation avec l'état des ressources dont elles dépendent.

La Cour des comptes européenne a publié en 2011 un rapport spécial sur la gestion de la capacité de la flotte dans l'UE. Les définitions existantes de la capacité n'ont pas été considérées comme des indicateurs fiables de la capacité des navires à capturer du poisson. La Commission est consciente de l'inadéquation de paramètres tels que le tonnage (GT) et la puissance (kW) pour déterminer le progrès technique, ainsi que des difficultés pratiques à mesurer la puissance de moteur.

Le déclassement a été l'outil de gestion le plus utilisé pour réduire la capacité. La Commission estime que près de 1,3 milliard EUR de fonds de l'UE servira au déclassement au cours de la période 2000-2015. Dans son analyse relative à l'aide octroyée au déclassement des navires, la Cour des comptes européenne a conclu que les programmes de déclassement bénéficiant d'une aide publique n'étaient pas bien ciblés et ne contenaient pas de critères clairs d'admissibilité et de sélection. Elle précisait également que la mise au rebut des navires de pêche n'avait que peu, voire pas, d'incidence sur les stocks halieutiques ciblés.

La principale conclusion du rapport est que des améliorations substantielles doivent être réalisées au cours des prochaines années dans la manière dont les États membres gèrent leurs flottes et évaluent l'équilibre entre leur capacité et leurs possibilités de pêche.

- La gestion de la pêche évolue afin d'intégrer l'objectif du RMD : il n'est donc plus satisfaisant de se fonder sur des plafonds exprimés en paramètres statistiques. Des indicateurs de viabilité économique et de durabilité plus larges sont nécessaires pour gérer les flottes de l'UE de manière à obtenir une flotte viable sur le plan économique, exploitant de manière optimale les potentialités biologiques de la ressource.
- Il importe également d'améliorer la situation en ce qui concerne l'évaluation des stocks, mais aussi la collecte et la communication de données, l'analyse et la méthodologie.